

Rapport mensuel / 27.2.2026

Vontobel Fund – Emerging Markets Debt

Document de marketing pour les investisseurs institutionnels en: AT, CH, DE, DK, ES, FI, FR, GB, IE, IT, LI, LU, NL, NO, PT, SE.

L'attention des investisseurs en France est attirée sur le fait que ce fonds présente, au regard des attentes de l'Autorité des marchés financiers, une communication disproportionnée sur la prise en compte des extra-financiers dans sa gestion.

Évolution du marché

Les actifs des marchés émergents se sont bien comportés en février, soutenus par des conditions macroéconomiques favorables au niveau mondial et une rotation hors de l'intelligence artificielle (IA) et des actifs américains vers les marchés internationaux. Leur progression a toutefois été mise à l'épreuve en mars, suite au déclenchement de la guerre avec l'Iran.

Les taux de référence mondiaux se sont repliés en février, avec une baisse de 30 points de base (pb) des taux américains à 10 ans, à 3,9 %. Le rendement des Gilt britanniques à 10 ans a également diminué (à 4,2 %) et celui des Bunds à 10 ans s'est contracté de 20 pb à 2,6 %. Cette tendance reflétait les données meilleures que prévu relatives à l'inflation aux États-Unis et probablement un repli vers les valeurs refuges en anticipation de sur l'Iran. Aux États-Unis, les prix à la consommation ont grimpé de 0,2 % sur un mois en janvier, contre 0,3 % le mois précédent. Ce niveau inférieur à celui de 0,3 % attendu a ramené l'inflation annuelle à 2,4 %, contre 2,7 % en décembre. Les créations de postes hors secteur agricole aux États-Unis ont dépassé les attentes avec 130 000 emplois créés en janvier, soit le double des prévisions, mais février a été marqué par la perte inattendue de 92 000 postes et une nette révision à la baisse des chiffres sur deux mois (-69 000 emplois). Les prévisions du consensus concernant la croissance du PIB américain ont augmenté, passant de 2,1 % en janvier à 2,4 % en février, et à 2,5 % début mars.

L'indice du dollar a grimpé de 0,6 % en février à la faveur de données et d'anticipations positives aux États-Unis, alors même que les matières premières poursuivaient leur ascension pour un deuxième mois d'affilée. Le cours du Brent a augmenté de 2,5 % en amont des frappes américaines et israéliennes sur l'Iran, tandis que l'or et le cuivre ont gagné 7,9 % et 1,4 %, respectivement. Les monnaies des pays émergents ont quant à elles progressé de 0,6 % malgré la vigueur du dollar. Le marché a intégré le scénario d'une baisse supplémentaire des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) en février, portant à trois le nombre des réductions attendues en 2026, mais cette perspective s'est entièrement évanouie début mars, suite au déclenchement d'une guerre contre l'Iran plus longue et plus intense que le

marché ne le prévoyait. La Fed semble désormais vouée à marquer une pause au moins jusqu'en juillet ou septembre. En février, la Cour suprême des États-Unis a statué contre les «droits de douane réciproques» instaurés par le président Donald Trump. Le 24 février, l'administration américaine a fixé par décret un nouveau tarif douanier global de 10 % pour une période de 150 jours, cette taxe étant susceptible d'être portée à 15 %. Notons que les pays affichant un compte courant largement excédentaire avec les États-Unis, qui étaient auparavant soumis à des droits de douane plus élevés, bénéficieront d'une importante réduction des tarifs douaniers, même si elle pourrait n'être que temporaire. Ce changement devrait profiter à des pays comme la Chine, le Vietnam, l'Inde, le Sri Lanka, le Pakistan et le Brésil.

En mars, les tendances du marché ont été perturbées dès la première semaine qui a suivi le déclenchement de la guerre avec l'Iran. Les prix du pétrole Brent ont bondi de près de 20 % pour atteindre environ 90 dollars le baril. Les actions européennes (Euro Stoxx 50) ont gommé l'intégralité de leurs gains depuis le début de l'année, chutant de 5,8 % en quatre jours. Les actions des marchés émergents ont perdu 6,7 %, mais restent en territoire positif sur l'année en cours. Les taux américains à 10 ans ont grimpé de 23 pb au cours des quatre premiers jours du mois, annulant la majeure partie de la hausse des obligations observée en février, sachant que la flambée des cours du pétrole devrait avoir des effets inflationnistes significatifs.

Les indices obligataires des marchés émergents se sont bien comportés en février malgré le creusement des spreads de crédit et la vigueur du dollar. L'indice EMBIG Diversified a gagné 1,4 %, bien que son spread se soit creusé de 14 pb, la baisse des rendements des bons du Trésor américain ayant dopé l'indice obligataire des marchés émergents assorti de la durée la plus longue. L'indice CEMBI BD s'est lui aussi bien comporté avec un gain de 0,9 % sur le mois. L'indice GBI-EM en monnaie locale a quant à lui progressé de 1,3 %, un résultat notable compte tenu de la vigueur du dollar.

Les obligations souveraines en monnaie forte (EMBIG Div) ont gagné 1,4 %, égalant l'indice Bloomberg Global Aggregate – LEGATRUH. La composante de qualité Investment Grade (IG) a progressé de 1,9 %, soutenue par la baisse des

rendements des bons du Trésor américain, tandis que la composante à haut rendement (HY) a augmenté de 0,9 % malgré le creusement de 20 pb des spreads des titres HY. L'indice a fait preuve de résilience début mars et a lâché 0,7 % au cours des quatre premiers jours, contre une baisse de 0,8 % de l'indice Global Aggregate. Les marchés latino-américains et d'Europe émergente l'ont emporté sur le mois avec un gain de 1,5 % dans les deux cas, tandis que l'Afrique a sous-performé (+1,1 %) et a été davantage impactée par le creusement des spreads des titres à haut rendement.

Le Sénégal (+8,4 %) a été le pays le plus performant en février, mais il affiche les moins bons résultats sur les six derniers mois (-13,3 %). Ces obligations décotées ont fortement rebondi après que le pays a confirmé disposer de fonds suffisants pour couvrir l'amortissement de son eurobond 2028 dû ce mois-ci. En outre, les émissions de dette dans la région ont été largement sursouscrites en février, indiquant que le Sénégal pourrait continuer à s'en sortir sans programme du Fonds monétaire international (FMI), possiblement toute l'année 2026. Bien que les échanges avec le FMI se poursuivent, nous estimons désormais qu'un programme est improbable sans restructuration de la dette. La situation reste mouvante, mais une restructuration ou un défaut semblent peu probables avant 2027.

Les obligations en défaut du Venezuela ont grimpé de 4,8 % supplémentaires, soutenues par la hausse des cours du pétrole et une coopération positive avec l'administration américaine. La Bolivie (+2,9 %) s'est également bien comportée, son nouveau gouvernement ayant supprimé les subventions sur les carburants et officialisé le taux de change parallèle par le biais d'un taux de référence officiel de la banque centrale. Une unification des taux de change est attendue dans les prochains mois, accompagnée d'un programme du FMI et d'un probable retour sur le marché des eurobonds pour faire face aux échéances de dette à venir.

Les obligations souveraines IG à échéances lointaines se sont bien comportées, soutenues par la hausse des bons du Trésor américain, notamment au Panama (+3,5 %), en Pologne (+2,3 %), au Chili (+2,3 %) et en Uruguay (+2,3 %). La dette souveraine de moindre qualité (notée B- et CCC) a sous-performé le mois dernier, certains investisseurs ayant vraisemblablement réduit leur exposition au risque dans l'anticipation de frappes sur l'Iran qui ont finalement eu lieu. L'Argentine (-1,9 %) a été le pays le moins performant le mois dernier en dépit de développements positifs, notamment l'approbation de la réforme du travail, une certaine appréciation du peso et des achats réguliers par la banque centrale pour gonfler ses réserves de change. Le ministre de l'Économie, Luis Caputo, a déclaré que le pays n'est pas encore disposé à revenir sur les marchés des eurobonds, préférant se refinancer par le biais d'émissions nationales et de prêts syndiqués auprès de banques internationales. L'Éthiopie a également lâché 1,9 %, les partenaires bilatéraux ayant jugé l'accord de restructuration des eurobonds conclu avec les porteurs d'obligations incompatible avec la politique de traitement équivalent du Cadre commun. Le comité des créanciers a choisi de porter l'affaire devant les tribunaux anglais plutôt que de renégocier, estimant que l'Éthiopie dispose d'une capacité suffisante pour rembourser son eurobond en défaut.

Le Gabon (-1,6 %) a enregistré un recul après un mois de

janvier solide suite à l'annonce d'un possible programme du FMI, bien qu'aucune demande officielle n'ait été formulée. La mission du FMI était présente dans le pays au moment de la rédaction de ce document, mais elle n'a pas encore fait de déclaration officielle. La liquidité au sein de l'union monétaire CEMAC reste tendue, les États membres faisant pression sur le Gabon pour qu'il ajuste ses finances publiques par le biais d'un programme du FMI. Le Mozambique (-1,3 %) a également reculé après une déclaration négative du FMI appelant à un ajustement budgétaire urgent. Le Kenya a perdu du terrain (-0,8 %) en raison de l'impasse dans les négociations en vue d'un programme du FMI, qui devraient se poursuivre lors des Réunions de printemps de l'institution. Le Pakistan a sous-performé (-0,6 %) sous l'effet du conflit en cours avec le gouvernement taliban en Afghanistan.

Revue du portefeuille

Nous avons maintenu le risque de crédit moyen du fonds inchangé, à BB+, niveau similaire à la note de crédit moyenne de l'indice de référence. Nous avons réorienté une partie de notre exposition des obligations quasi-souveraines et d'entreprises vers des obligations souveraines dès que nous constatons une compression relative excessive des spreads. Nous avons réduit l'exposition aux entités quasi-souveraines en Colombie, au Chili, au Qatar et en Ouzbékistan. En Colombie, nous avons également transféré une partie de notre exposition vers des obligations à plus court terme tout en réduisant notre exposition aux obligations souveraines libellées en euros. Nous avons ajouté de nouvelles obligations libellées en euros en Indonésie à un niveau de spread attrayant par rapport à la courbe des taux en dollars américains. Nous avons également initié une exposition aux titres quasi-souverains en Indonésie. En outre, nous avons établi une position dans les obligations souveraines du Costa Rica libellées en euros. Nous avons ajouté une exposition à la dette quasi-souveraine en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis. En Afrique, nous avons accru notre exposition au Cameroun et au Kenya tout en réduisant celle à l'Angola, au Gabon, au Ghana et au Mozambique. Au Ghana, nous avons également réduit l'exposition aux obligations d'entreprises. Nous avons renforcé notre exposition à la Hongrie, passant d'obligations souveraines libellées en euros à des obligations souveraines à plus court terme libellées en dollars américains. En Argentine, nous sommes passés à des obligations à plus long terme pour bénéficier de rendements attrayants et de spreads plus favorables. Nous avons fait l'inverse en Bulgarie, en nous tournant vers des obligations à plus court terme une fois la courbe des spreads devenue trop plate. Globalement, nous avons légèrement réduit la durée modifiée moyenne du portefeuille.

Analyse de la performance

Le fonds a très légèrement sous-performé son indice de référence, de 0,01 %, en février (net, part I). L'impact négatif de la sélection des obligations a été largement compensé par une allocation par pays favorable et la contribution légèrement positive de la surpondération de la durée modifiée. L'exposition du fonds à la dette d'entreprises brésiliennes a freiné la performance, principalement sous l'effet du producteur de sucre et d'éthanol Raízen. L'entreprise a récemment connu une détérioration de ses performances opérationnelles dans un

secteur déjà fragile, ce qui a empiré ses indicateurs de solvabilité déjà précaires. Le fonds s'est également privé d'un degré de performance du fait de sa sous-pondération du Venezuela, dont les obligations ont vu leur prix augmenter. La surpondération du Sénégal a apporté une contribution positive, ses obligations s'étant bien comportées. De plus, l'exposition à un producteur de pétrole panafricain a stimulé la performance relative. Le fonds a également profité de positions sous-pondérées en République dominicaine et en Égypte, les spreads de la dette des pays concernés s'étant élargis à partir de niveaux serrés.

Perspectives

La guerre contre l'Iran a considérablement renforcé l'incertitude, sachant que la durée et l'ampleur du choc causé à l'économie mondiale s'avèrent plus importantes qu'initialement estimées. Le détroit d'Ormuz est de facto fermé, les assureurs refusant de couvrir le risque auquel s'exposent les navires qui transportent habituellement près de 20 % des approvisionnements mondiaux en pétrole et en GNL. Cette situation a entraîné une hausse de plus de 25 % du cours du Brent en une semaine, à plus de 90 dollars le baril, ce dernier affichant une augmentation de près de 47 % depuis le début de l'année à l'heure où nous rédigeons ces lignes. Les États-Unis ont proposé d'escorter les navires et élaborent un plan visant à fournir une assurance par le biais de la Development Finance Corporation (DFC), mais cette initiative n'est pas encore opérationnelle. Le président Trump et d'autres responsables ont déclaré que le conflit se poursuivra probablement pendant quatre à cinq semaines, ou jusqu'à ce que leurs quatre objectifs soient atteints, à savoir détruire les ca-

pacités balistiques de l'Iran, sa marine, sa capacité à développer des armes nucléaires et sa capacité à financer le terrorisme à l'étranger.

Bien que ce choc ne soit pas sans rappeler celui de 2022, caractérisé par une aversion au risque conjuguée à des pressions inflationnistes, qui auraient un impact négatif sur les actions et les obligations, ce conflit devrait être relativement court, contrairement à l'invasion de l'Ukraine par la Russie qui dure depuis plusieurs années. Dès lors, nous estimons que la correction relativement modérée du marché observée jusqu'à présent est appropriée compte tenu du caractère temporaire du conflit. Une guerre plus durable aggraverait probablement les perspectives, tandis qu'un conflit d'une durée d'environ un mois, suivi d'une reprise rapide du transit pétrolier et d'une inversion de la flambée des cours du pétrole, induirait probablement une correction modérée du marché, un rebond relativement rapide et un retour aux tendances antérieures: résilience de l'économie mondiale, désinflation lente, mais ordonnée et rotation vers les actifs internationaux, notamment les actions et les obligations des marchés émergents.

Notre approche de la situation actuelle s'apparente à un délicat exercice d'équilibre compte tenu de l'incertitude qui entoure la poursuite de la correction du marché, son ampleur et le moment où le rebond s'amorcera. Nous renforçons prudemment et progressivement notre exposition au risque dans certains segments de marché, tout en réduisant celle dans d'autres segments et en intégrant des couvertures au portefeuille. Nous restons relativement optimistes quant à la durée probable du conflit, compte tenu des graves conséquences qu'il pourrait avoir sur l'économie mondiale et des contraintes de fabrication de munitions.

Caractéristiques du fonds

Nom du fonds	Vontobel Fund – Emerging Markets Debt
ISIN	LU0926439729
Catégorie de parts	I USD
Indice de référence	J.P. Morgan EMBI Global Diversified Index
Date de lancement	15.5.2013

Performance historique (rendements nets, en %)

Période	Fonds	Indice de réf.	Période	Fonds	Indice de réf.
MTD	1.4%	1.4%	2025	14.9%	14.3%
YTD	2.6%	2.1%	2024	13.8%	6.5%
1 an	13.6%	13.2%	2023	14.3%	11.1%
3 ans p.a.	14.3%	11.0%	2022	-19.9%	-17.8%
5 ans p.a.	4.6%	3.0%	2021	1.0%	-1.8%
10 ans p.a.	6.0%	4.4%	2020	1.4%	5.3%
ITD p.a.	4.7%	3.8%	2019	14.8%	15.0%
			2018	-6.5%	-4.3%
			2017	17.0%	10.3%
			2016	12.7%	10.2%

La performance historique ne saurait préjuger des résultats actuels ou futurs.

Les performances ne prennent pas en compte les commissions et les frais prélevés lors de l'émission ou du rachat des parts. Le rendement du fonds peut augmenter ou diminuer, par exemple en fonction des fluctuations monétaires. La valeur des devises d'investissement peut augmenter ou diminuer et il n'y a aucune garantie de remboursement de l'intégralité ou d'une partie du capital investi.

Risques d'investissement

- Les placements sur les marchés émergents encourent des risques de liquidité et opérationnels accrus, ces marchés étant souvent sous-développés et plus exposés aux risques politiques, juridiques, fiscaux et de contrôle des changes.
- Les obligations CoCo comportent des risques significatifs, notamment le risque d'annulation des versements de coupons, d'inversion de la structure du capital et de prolongation de leur échéance.
- Les produits dérivés s'accompagnent de risques d'évaluation et opérationnels et d'un effet de levier important, lequel amplifie les gains, mais aussi les pertes. Les produits dérivés de gré à gré encourent les risques de contrepartie correspondants.
- Les titres adossés à des actifs ou des créances hypothécaires (ABS/MBS) ainsi que leurs créances sous-jacentes sont souvent opaques. Le compartiment peut en outre être exposé à un risque de crédit et/ou de remboursement anticipé accru.
- Les titres en difficulté (distressed) comportent un risque de crédit et de liquidité importants ainsi qu'un risque juridique. Dans le pire des cas, ils peuvent entraîner la perte totale du capital investi.
- Les qualités de crédit faibles comportent un risque plus élevé que l'émetteur n'honore pas ses obligations. La valeur du placement peut baisser si la note de crédit de l'émetteur se dégrade.
- Les investissements du Compartiment peuvent être soumis à des risques de durabilité. Les risques de durabilité auxquels le Compartiment peut être soumis sont susceptibles d'avoir un impact limité sur la valeur de ses investissements sur le moyen à long terme dans la mesure où l'approche ESG du Compartiment joue un effet d'atténuation. La performance du Compartiment peut être affectée positivement ou négativement par sa stratégie en matière de durabilité. La capacité à atteindre les objectifs sociaux ou environnementaux peut être affectée par des données incomplètes ou inexactes provenant de fournisseurs tiers. Des informations sur la manière dont les objectifs sociaux et environnementaux sont atteints et dont les risques de durabilité sont gérés au sein de ce Compartiment sont disponibles sur le site vontobel.com/sfdr.

Remarques juridiques importantes

Ce document commercial a été produit par une ou plusieurs sociétés du Groupe Vontobel (collectivement «Vontobel») pour des clients institutionnels dans le(s) pay(s) suivant(s): AT, CH, DE, DK, ES, FI, FR, GB, IE, IT, LI, LU, NL, NO, PT, SE.

Le présent document ne constitue pas une offre, une incitation ou une recommandation d'achat ou de vente de parts du fonds Vontobel/des actions du fonds ou de tout autre instrument d'investissement en vue d'effectuer toute transaction ou de conclure tout acte juridique de quelque nature que ce soit, mais sert uniquement à des fins d'information. Les souscriptions aux parts de ce fonds de placement ne devraient être effectuées que sur la base du prospectus de vente («prospectus de vente»), des documents d'informations clés (DIC), de ses statuts corporatifs et du dernier rapport annuel et semestriel du fonds, ainsi que sur l'avis d'un spécialiste indépendant en finances, droit, comptabilité et impôts. Ce document s'adresse uniquement à des «contreparties éligibles» ou à des «clients professionnels» tels que définis dans la directive 2014/65/CE (Directive concernant les marchés d'instruments financiers, «MiFID») ou par des réglementations similaires dans d'autres juridictions, ou à des clients professionnels tels que définis dans la loi fédérale suisse sur les placements collectifs de capitaux (LPCC).

Le fonds, la Société de gestion et le Gestionnaire d'investissement ne formulent aucune déclaration ou garantie, expresse ou implicite, quant à l'équité, la justesse, l'exactitude, le caractère raisonnable ou complet d'une évaluation de la recherche ESG et la bonne exécution de la stratégie ESG. Comme les investisseurs peuvent avoir des points de vue différents sur ce qui constitue un investissement durable, le fonds peut investir dans des émetteurs

qui ne reflètent pas les convictions et les valeurs d'un investisseur spécifique.

La performance historique ne saurait préjuger des résultats actuels ou futurs.

Les performances ne prennent pas en compte les commissions et les frais prélevés lors de l'émission ou du rachat des parts. Le rendement du fonds peut augmenter ou diminuer, par exemple en fonction des fluctuations monétaires. La valeur des devises d'investissement peut augmenter ou diminuer et il n'y a aucune garantie de remboursement de l'intégralité ou d'une partie du capital investi.

Ces documents peuvent être obtenus gratuitement auprès des points de vente agréés et au siège du fonds: 49 Avenue J.F. Kennedy, L-1855 **Luxembourg**, auprès de Erste Bank der oesterreichischen Sparkassen AG, Am Belvedere 1, A-1100 Vienne, en tant qu'agent de service en **Autriche**, le représentant en **Suisse**: Vontobel Fonds Services AG, Gotthardstrasse 43, 8022 Zurich, en tant qu'agent payeur en Suisse: Bank Vontobel AG, Gotthardstrasse 43, 8022 Zurich, auprès de PwC Tax and Advisory, Société coopérative - GFD, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, Email : lu_pwc.gfd.facsvs@pwc.com, gfdplatform.pwc.lu/facilities-agent/ en tant qu'agent européen de services et facilités en **Allemagne**, auprès de LLB Fund Service AG, Åulestrasse 80, 9490 Vaduz, en tant qu'agent d'information au **Liechtenstein**. Vous trouverez de plus amples informations sur le fonds dans les derniers prospectus, les rapports annuels et semestriels ainsi que les Document d'Information Clé pour l'Investisseur (DICI). Vous pouvez aussi télécharger ces documents sur notre site Internet à l'adresse vontobel.com/am. Vous trouverez

un résumé des droits des investisseurs (y compris des informations sur les mécanismes de recours collectif en cas de litiges conformément à la directive européenne 2020/1828) en anglais via le lien suivant: vontobel.com/vamsa-investor-information. Vontobel peut décider de mettre fin aux dispositions prises pour la commercialisation de ses organismes de placement collectif conformément à l'article 93 bis de la directive 2009/65/CE.

Danemark: Les DIC sont disponibles en danois. **Finlande:** Les DIC sont disponibles en finnois. Les DIC sont disponibles en français. Le fonds est autorisé à la commercialisation en **France**. Pour plus d'informations sur le fonds, nous vous prions de vous référer au Document d'Information Clé (DIC). **l'Irlande:** Il relève de la responsabilité de toute personne en possession du présent document et de tout support connexe de s'informer et de respecter toutes les lois et réglementations en vigueur dans les pays desquels elle est ressortissante, dans lesquels elle réside, dans lesquels elle a sa résidence habituelle ou dans lesquels elle est domiciliée. En cas de doute concernant le contenu du présent document, vous êtes invité à consulter vos conseillers juridiques, financiers et/ou fiscaux. Ce Fonds n'est commercialisé qu'auprès d'investisseurs professionnels en Irlande et non auprès d'investisseurs particuliers. Ni le Fonds ni l'investissement n'ont été autorisés par la Banque centrale d'Irlande. Si un investisseur potentiel n'est pas intéressé par un investissement, le présent document doit être retourné sans délai. Le présent document ne constitue pas et n'est pas réputé constituer une invitation au public irlandais à souscrire des actions du Fonds. Aucune personne se voyant remettre une copie du présent document ne peut la considérer comme constituant une invitation à souscrire des actions du Fonds ou une sollicitation adressée à toute personne autre que le destinataire. L'offre de souscription d'actions du Fonds ne doit pas être faite par une personne en Irlande autrement qu'en conformité avec les dispositions de la Directive relative aux marchés d'instruments financiers 2014/65/CE (dite «MiFID») et en vertu des codes, lignes directrices ou exigences imposés par la Banque centrale d'Irlande à cet égard. **Italie:** Pour de plus amples informations en Italie consultez le Modulo di Sottoscrizione: Vontobel Asset Management S.A., Milan Branch, Piazza degli Affari, 2, 20123 Milano, téléphone: 02 6367 3444, e-mail: clientrela-tion.it@vontobel.com. **Pays-Bas:** Le fonds et ses sous-fonds sont inscrits au registre de l'Autorité de surveillance des marchés financiers des Pays-Bas, conformément à l'article 1:107 de la loi hollandaise de supervision des marchés financiers («Wet op het financiële toezicht»). **Norvège:** Les DIC sont disponibles en norvégien. Veuillez noter que certains sous-fonds sont exclusivement réservés aux investisseurs qualifiés au **Portugal** et en Andorre. En **Espagne**, les fonds autorisés à la distribution publique sont enregistrés auprès de la CNMV espagnole sous le numéro 280 dans le Registre des sociétés d'investissement collectif étrangères. Vous pouvez obtenir la version espagnole des DIC auprès de Vontobel Asset Management S.A., Sucursal en España, Paseo de la Castellana, 91, Planta 5, 28046 Madrid. **Suède:** Les DIC sont disponibles en suédois. Les fonds autorisés à la distribution publique au **Royaume-Uni** et inscrits dans le régime "Temporary Marketing Permissions Regime" (TMPR) britannique sont enregistrés auprès de la FCA sous le numéro de référence 466625. Le fonds est autorisé en tant qu'OPCVM (ou est un sous-fonds d'un OPCVM) dans un pays de l'Espace économique

européen (EEE), et le fonds devrait rester autorisé en tant qu'OPCVM tant qu'il est sous le TMPR. Cette information a été approuvée par Vontobel Asset Management S.A., succursale de Londres, dont le siège social est 3rd Floor, 70 Conduit Street, London W1S 2GF et est autorisé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) et soumis à la réglementation limitée de la Financial Conduct Authority (FCA). Des détails sur l'étendue de la réglementation de la FCA sont disponibles, sur demande, auprès de Vontobel Asset Management S.A., succursale de Londres. Vous pouvez obtenir la version anglaise des KIID auprès de Vontobel Asset Management S.A., London Branch, 3rd Floor, 70 Conduit Street, London W1S 2GF ou la télécharger sur notre site Internet vontobel.com/am.

Ce document n'est pas le résultat d'une analyse financière. Il n'est donc pas soumis aux «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers. Il est possible que Vontobel et/ou son conseil d'administration, ses cadres et ses collaborateurs détiennent ou aient détenu des intérêts ou des positions dans les titres mentionnés, ou aient négocié ou agi en qualité de courtiers pour ces titres. En outre, ces entités ou personnes ont pu réaliser des transactions pour des clients dans ces instruments ou fournir ou avoir fourni des services financiers d'entreprise ou autres services aux sociétés concernées.

Tout indice référencé ici est la propriété intellectuelle (y compris les marques déposées) du fournisseur de licence concerné. Tout produit basé sur un indice n'est en aucun cas parrainé, approuvé, vendu ou promu par le concédant de licence concerné et celui-ci n'a aucune responsabilité à cet égard. Pour plus de détails, veuillez consulter le site am.vontobel.com/terms-of-licenses. Bien que Vontobel soit d'avis que les informations figurant dans le présent document s'appuient sur des sources fiables, Vontobel décline toute responsabilité quant à la qualité, l'exactitude, l'actualité et l'exhaustivité desdites informations. Sauf autorisation émanant des lois de droits d'auteur, aucune de ces informations ne pourra être reproduite, adaptée, téléchargée pour une tierce partie, reliée, mise en exergue, publiée, distribuée ou transmise sous quelque forme que ce soit par quelque processus que ce soit sans le consentement écrit spécifique de Vontobel. Dans toute la mesure permise par la législation applicable, Vontobel décline toute responsabilité résultant de toute perte ou de tout dommage que vous encourez occasionné(e) par l'utilisation ou l'accès aux présentes informations, ou de son incapacité à fournir les présentes informations. Notre responsabilité pour négligence, violation contractuelle ou contravention à la loi résultant de notre incapacité à fournir les présentes informations dans leur intégralité ou en partie, ou pour tout problème posé par ces informations, qui ne peut être licitement exclu, se limite à la retransmission des présentes informations en intégralité ou en partie ou au paiement pour assurer cette retransmission, à notre gré et dans la mesure autorisée par la loi en vigueur. Aucun exemplaire du présent document ni aucune copie de celui-ci ne peuvent être distribués dans toute juridiction où sa distribution est limitée par la loi. Les personnes recevant le présent document doivent être conscientes de ces restrictions et les accepter. Ce document en particulier ne doit être ni distribué ni remis à des personnes américaines ni être distribué aux Etats-Unis.

Vontobel Asset Management AG
Gotthardstrasse 43, 8022 Zürich
Switzerland
T +41 58 283 71 11
info@vontobel.com | vontobel.com/am